

ont reçu du thé et du sucre pour avoir permis à leurs enfants de servir le thé et le café aux mourahilines le long du parcours.

Nous ne pouvons ajouter foi à des « explications » de cette nature. Il nous apparaît que le problème ne vient pas de ce que des enfants « prennent le train » mais que des mourahilines se servent du train comme base pour mener des raids et enlever des enfants. On nous a fait valoir que le gouvernement du Soudan n'était pas de mèche avec les mourahilines et que les raptés perpétrés par ces derniers constituaient des crimes qui se déroulaient dans des secteurs qui n'étaient pas entièrement sous le contrôle du gouvernement.

Là où le gouvernement exerce un plein contrôle, il n'y a pas de problème, nous a-t-on dit. Le problème en est un d'instabilité. Tant que la guerre durera, le gouvernement n'aura pas de contrôle, et le problème persistera.

Nous avons également été confrontés à l'explication « culturelle », voulant qu'il y ait toujours eu des combats dans cette partie du Soudan et que les deux parties s'adonnent à des raids à l'occasion desquels ils prennent femmes et enfants. Il ne s'agit pas d'esclavage, il s'agit de rétribution et de revanche.

Nous savons que le CERFE n'a été créé que depuis mai 1999 mais que depuis dix ans un groupe de chefs dinkas s'emploie à combattre les raptés. [REDACTED]

[REDACTED] Plus tard, nous avons pu nous rendre [REDACTED] dans une « maison sécuritaire » pour les enfants victimes de rapt à Khartoum, où ils sont recueillis avant d'être remis à leurs familles. Il y avait là une quarantaine d'enfants dont certains y avaient passé de trois à six ans. D'autres n'étaient là que depuis quelques mois.

## L'UNICEF

L'UNICEF veut promouvoir les restitutions volontaires de masse, et estime que cette approche ne peut réussir que si le président, les ministres, les hauts fonctionnaires, les médias, les chefs religieux, les chefs tribaux et les intellectuels de Baggara participent tous à un effort national pour mettre fin aux enlèvements. Si un tel mouvement de masse devait être mené par le président et(ou) le premier vice-président, l'UNICEF estime que 90 p. 100 des victimes de rapt, soit peut-être plus de 14 000 enfants et femmes, pourraient être rendus à leur famille en quelques mois.

On a fait remarquer que le président, le ministre de la Justice et le ministre des Affaires étrangères n'avaient jamais parlé publiquement d'enlèvements. S'ils le faisaient, ils seraient perçus comme admettant qu'il y a un problème d'esclavage au Soudan. Il faut dire que lorsque le ministre des Affaires étrangères nous a dit qu'il s'occuperait lui-même de tous les cas d'esclavage, il n'a pas fait mention des enlèvements.